



Lundi 30 juin 2025

COMMUNIQUE DE PRESSE

FNSEA/JA/ FNO/FNB/FNPL/FNC/FNEC dénoncent la décision de l'Etat de restriction de l'action des louvetiers face à une augmentation de la prédation du loup !

FNSEA/JA/FNO/FNB/FNPL/FNC/FNEC dénoncent la décision de la préfète coordonnatrice du *Plan national loup et activités d'élevage* de restreindre l'envoi de la louveterie aux seules exploitations ayant subi au moins deux prédatons dans les quatre derniers mois. Cette nouvelle contrainte prive les éleveurs de leur droit à défendre leur troupeau, particulièrement dans les zones de pâturage et d'alpages dans lesquelles la montée en estive est récente, alors même que les attaques de loups se multiplient ! Cela a pour conséquence directe de faire exploser partout le nombre de victimes. La décision de la préfète est une sentence de trop que nous n'acceptons pas.

La FNSEA, JA et les Associations spécialisées animales refusent des décisions démagogiques. Plutôt que répondre à l'urgence de faire diminuer la prédation dans les cours de ferme, l'Etat s'arc-boute sur le quota annuel de prélèvements de loups fixé à 19% alors même qu'il pourrait activer, comme nous le demandons depuis des mois, un quota de 2% supplémentaires, permettant de maintenir un niveau minimal de tirs autorisés en cas de pression de prédation trop élevée. Cette possibilité doit être mise en œuvre dès 2025 !

En restreignant l'envoi des louvetiers, l'Etat sait parfaitement qu'il ôte aux éleveurs de nombreuses possibilités pour se défendre. En février 2024, les services de l'Etat estimaient que 75% des tirs en direction d'un loup étaient mis en œuvre par la louveterie. Restreindre la capacité d'intervention des louvetiers, c'est priver les éleveurs de moyens de se défendre tout court, c'est donner au loup les clés de la bergerie.

A l'heure charnière où les institutions européennes ont porté d'une seule voix l'assouplissement du régime de protection international du loup, cette décision est incompréhensible.

Dans les territoires, l'exaspération des éleveurs est à son comble. Ils ne supportent plus qu'on tergiverse au sommet de l'Etat sur la gestion des loups.

FNSEA/JA/FNO/FNB/FNPL/FNC/FNEC demandent instamment que les consignes de la préfète soient retirées. Les louvetiers doivent appuyer sans restriction tous les éleveurs dont les troupeaux sont menacés par les loups. Humainement, c'est une condition indispensable pour les soutenir dans l'épreuve qu'ils subissent.

#STOP_ATTAKUES !

#STOP_BUREAUCRATIE !

#STOP_LOUP !